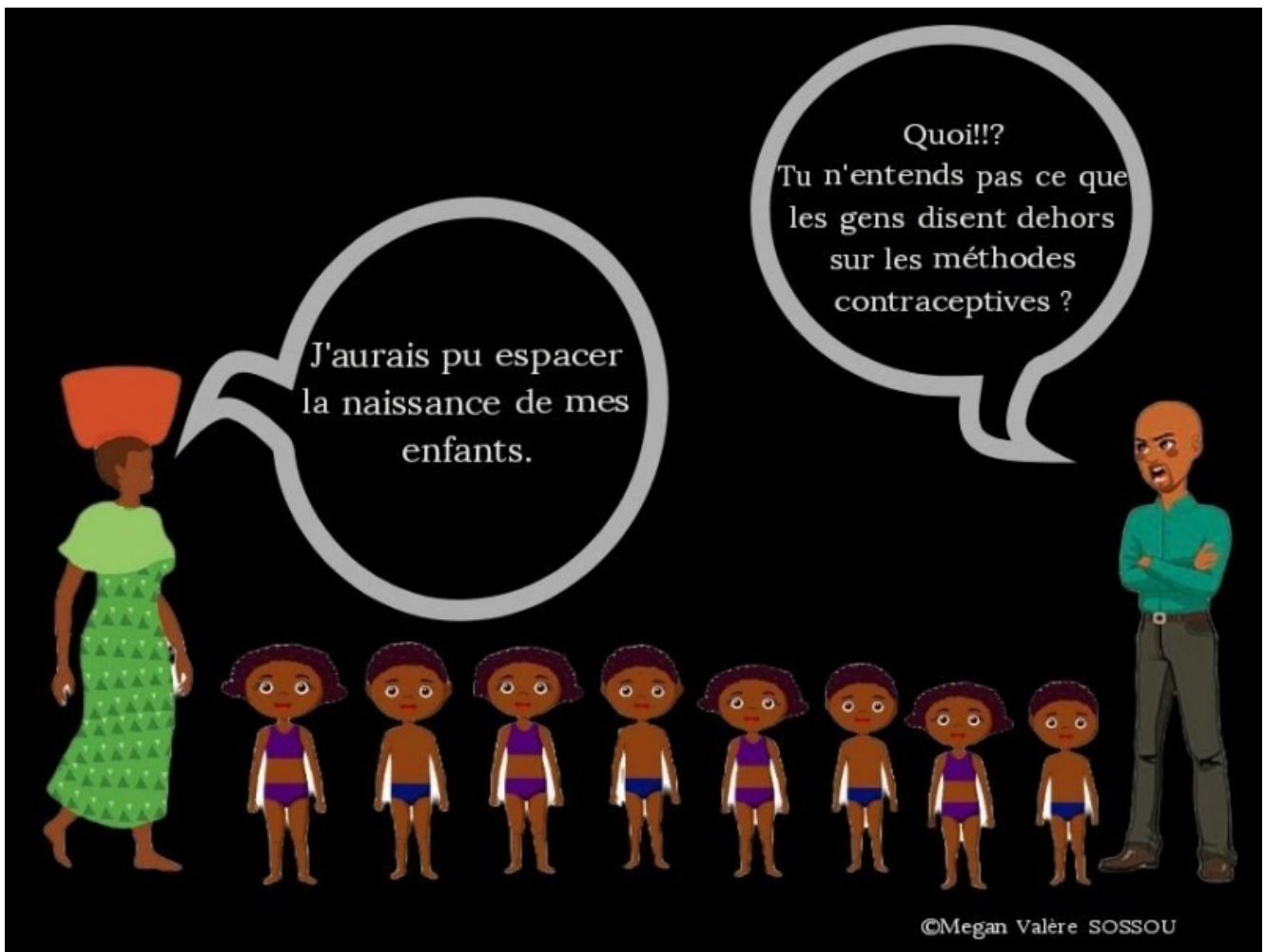


Combattre la Désinformation : un grand défi pour la planification familiale au Bénin

Alors que le Bénin s'est engagé au Partenariat de Ouagadougou à faire passer le taux de prévalence contraceptive moderne chez toutes les femmes de 11,7 % à 18 % en 2026, c'est sans compter sur les rumeurs et fausses informations qui circulent au sujet de la contraception au Bénin.



Selon [les données](#) de la 5e enquête démographique et de santé au Bénin, seuls cinq pour cent des jeunes femmes du département du Couffo, où se trouve Aboloumè, utilisent des méthodes contraceptives modernes. Ce faible taux s'explique en

grande partie par la propagation de mythes et de fausses informations au sein de communautés conservatrices.

Amour Priscille AGUIAR, sage-femme et spécialiste en santé sexuelle et reproductive, explique que de nombreuses rumeurs sont basées sur des « on-dit » plutôt que sur des expériences réelles. Elle qui a longtemps servi au Centre de Santé de Akassato dans la commune de Abomey-Calavi, l'une des villes populaires du Bénin, a elle-même été témoin de cas de désinformation, tels qu'une femme prétendant qu'un dispositif intra-utérin s'était déplacé dans la gorge de sa sœur, provoquant une opération chirurgicale. En réalité, il s'agissait d'un goitre non lié au dispositif.

Même s'il existe quelques effets secondaires liés à certaines méthodes contraceptives, les avantages de l'utilisation des contraceptifs l'emportent largement.

Nécessité de combattre les informations anti-contraceptives

Edwige BINAZON, journaliste spécialisée dans la vérification des informations à UNICEF Bénin et activiste des droits en santé sexuelle et reproductive, relève des progrès significatifs au Bénin, mais souligne que les informations correctes ne sont pas encore accessibles à tous. Elle plaide pour la création d'un répertoire des fausses informations afin de mieux orienter la lutte contre la désinformation.

Les adolescentes et les jeunes sont particulièrement exposés aux conséquences de la désinformation, avec des grossesses non intentionnelles et des infections sexuellement transmissibles en hausse. [Le rapport 2022](#) du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) estime qu'environ 12 millions de grossesses non intentionnelles surviennent chaque année dans le monde, avec des naissances de plus en plus rapprochées au sein des couples.

Pourtant, selon [les estimations](#) de données réalisées en 2021 par Track20 grâce à l'utilisation de contraceptifs, 140 000

grossesses non intentionnelles pourraient être évitées, ainsi que 52 000 avortements non sécurisés. De plus, 410 décès maternels pourraient être évités chaque année au Bénin.

Il est donc impératif de lutter contre les rumeurs et les fausses informations afin de promouvoir efficacement la planification familiale, que ce soit en milieu rural ou urbain. Si de telles désinformations étaient déconstruites dans l'entourage de dame Nondi, elle ne serait pas aujourd'hui confrontée à la difficulté de subvenir aux besoins de huit enfants à seulement 25 ans.

L'engagement de tous les acteurs

« La taille d'une population et sa jeunesse peuvent être un atout, son augmentation trop rapide est un frein pour son développement, quand dans un pays la demande en matière d'éducation, de santé et de l'emploi croît beaucoup trop vite que l'investissement et l'offre dans ces trois domaines, le pays s'appauvrit », avait déclaré le Président de la République du Bénin, Patrice Talon au cours [d'une interview accordée au média français Le Figaro.](#)

En clair, le président Patrice Talon soutient que l'explosion démographique constitue un frein au développement, et la responsabilité de tous les acteurs est nécessaire pour atteindre cet objectif.

Pour y parvenir, il faut miser sur l'engagement des activistes, des agents de santé, des Organisations de la Société Civile, des gouvernants et aussi bien des femmes que des hommes. A cet effet, les personnes ressources rencontrées recommandent de profiter des opportunités de sensibilisation à la maternité pour mieux informer les femmes. Des campagnes d'information, y compris des cliniques mobiles au sein des communautés et des campagnes digitales, sont nécessaires pour lutter efficacement contre la désinformation et atteindre les objectifs de planification familiale au Bénin.

Projet AGIR-Bénin: L'équipe du projet formée sur la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles

Pour permettre à l'équipe du projet d'Appui à la Gouvernance et aux Initiatives Relais pour une éducation de qualité (AGIR-Bénin) de jouer pleinement sa partition dans l'accompagnement des élèves et des communautés des villages cibles pour le développement des écoles, l'ONG Aide et Action devenue Action Éducation a initié une formation de renforcement des capacités des membres de son personnel sur les notions de protection de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles. Cette formation s'est déroulée en présentiel dans les locaux du projet AGIR Bénin à Allada le 21 novembre 2022.



L'objectif de cette formation, selon Justin AKPO, chef du projet AGIR-Bénin, est de renforcer les capacités techniques des membres de l'équipe opérationnelle du projet sur la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. À l'en croire, il est important que les équipes opératrices chargées de l'accompagnement des élèves et des membres de la communauté soient formées en amont sur les différentes thématiques en particulier celle de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles.

Au nombre d'une dizaine, les participants, composés des animateurs et du personnel administratif du projet à cet atelier ont pris connaissance des fondements et défis actuels liés à la protection de l'environnement. Cette formation animée par Megan Valère SOSSOU, Consultant environnementaliste et Directeur Exécutif de l'ONG Save Our Planet a aussi permis aux participants de découvrir les différentes implications en matière de gestion des ressources naturelles et les écogestes

pour contribuer à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles au Bénin.

Plusieurs thématiques étaient au cœur des échanges. Il s'agit de l'utilisation rationnelle de la ressource en eau en quantité et en qualité, la gestion des produits de faune et de flore, l'utilisation abusive des produits chimiques dans l'agriculture et la gestion des déchets. Animaux, végétaux, sols, eaux, énergies, minéraux, toutes les composantes de l'environnement ont été passées en revue au cours de cette formation conduite avec une méthodologie assez simple et interactive.

Convaincus, les participants ont pris l'engagement d'œuvrer à une sensibilisation positive à travers l'éducation relative à l'environnement pour impacter les comportements des différentes communautés du département de l'Atlantique.

Pour madame ADIMI Samira, animatrice du projet AGIR-Bénin à So-Ava, « Je croyais avoir maîtrisé des notions assez suffisantes mais cette formation vient éclairer plus ma lanterne sur les points d'ombre. » Forte de ses nouveaux acquis, Samira s'engage à déconstruire les stéréotypes culturels qui continuent d'être un frein pour la protection de l'environnement et la gestion de ressources naturelles dans sa communauté.

Comme elle, Moise OKPE, animateur du projet AGIR-Bénin à Kpomassè, a aussi beaucoup appris. « Cette formation m'a permis de savoir plus par rapport à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles ». À partir de cet instant, il s'engage à dupliquer ce qu'il a appris au niveau des communautés dans sa sphère d'intervention.

Rappelons que le projet AGIR-BENIN est initié par Action Éducation en consortium avec Plan International Bénin avec l'appui financier de la Coopération Suisse au Bénin. Ce projet

a été initié afin d'accompagner le gouvernement béninois dans sa volonté d'améliorer la qualité de son système éducation.

Constance AGOSSA